

L'attitude de la Roumanie

Christian Rakovsky

Source : « La Sentinelle », 24 février 1916, p. 1. Notes MIA.

Nous sommes heureux de pouvoir publier les lignes ci-après de notre camarade C. Racovski, leader des socialistes roumains. Elles contiennent une analyse très serrée des causes qui ont fait que la Roumanie n'est pas entrée en guerre jusqu'à présent. C'est, à notre sens, un des articles les plus impartiaux et des plus véridiques qui aient paru sur cette question.

La presse suisse discute l'attitude de la Roumanie. Restera-t-elle neutre ou entrera-t-elle en guerre ? Et si elle y entre, de quel côté se rangeront nos armées ? Avec les réserves qu'impose l'inconnu, je puis dire, connaissant la situation du pays, que nous resterons neutres, jusqu'au bout.

Certes, ce n'est pas le désir de mener une politique d'expansion territoriale qui manque à nos gouvernants. Ce désir, ils l'ont au même degré que les autres gouvernements balkaniques. Ils l'ont prouvé pendant la seconde guerre balkanique de 1913.¹ Ils le prouvent encore par les préparatifs militaires incessants faits depuis le commencement de la guerre. Ceux qui suivent les informations venant de notre pays, savent que dernièrement encore les Chambres romaines ont accordé au gouvernement des nouveaux crédits de 200 millions de francs qui, ajoutés aux crédits déjà accordés depuis le commencement de la guerre actuelle, élèvent à 600 millions de francs la somme des dépenses extraordinaires – le budget ordinaire n'entre pas dans cette somme – consacrées à la préparation de la guerre.

Si la Roumanie n'est pas entrée jusqu'à présent en guerre, ce n'est pas parce que notre gouvernement ne l'a pas voulu, mais pour des motifs indépendants de sa volonté. Les causes de son abstention sont de deux ordres : politiques et militaires.

Depuis la guerre de 1913, notre politique extérieure s'est orientée décidément vers l'Entente², l'entrée en guerre de la Roumanie alors, de même que l'annexion du quadrilatère – un territoire de 7.000 km carrés dont le revenu constituait le tiers du revenu de toute la Bulgarie, tellement cette province est riche et fertile – n'a pu se faire qu'avec le consentement express de la Russie. L'armée roumaine n'a pas franchi la frontière avant d'avoir l'assurance que son voisin du nord eût dénoncé sa convention militaire de 1902 avec la Bulgarie par laquelle la Russie l'obligeait de défendre son intégrité en cas d'attaque roumaine.

Le traité de Bucarest, qui constituait l'orgueil de notre diplomatie et de nos hommes d'État, est le résultat d'une collaboration étroite entre la seconde coalition balkanique – la Roumanie, la Serbie, la

1 La Seconde guerre balkanique débuta en juin 1913 et opposa la Bulgarie à la Serbie, la Roumanie, la Grèce et la Turquie, elle s'acheva par le traité de Bucarest du 30 juillet 1913.

2 Bloc de puissances impérialistes (Angleterre, France et Russie) qui s'est définitivement formé en 1907 à la suite de « l'Entente cordiale » entre la France et l'Angleterre de 1904. Ce bloc s'était constitué en opposition aux puissances impérialistes de la Triple Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie et Italie). Pendant la Première guerre mondiale (1914-1918), l'Italie quitta la Triple Alliance pour se déclarer neutre d'abord, et pour rejoindre ensuite le camp de l'Entente, ainsi que le Japon et les États-Unis face aux « puissances centrales » (Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie)

Grèce, le Monténégro d'un côté – et la Russie et la France de l'autre. À Cette époque déjà, le chef du mouvement nationaliste actuel de la Roumanie, M. Filipescu, disait dans une interview : « *La Russie peut disposer librement de ses deux corps d'armée de la frontière de la Bessarabie* ». Cela signifiait encore que le traité d'alliance de la Roumanie avec les puissances centrales, était moralement dénoncé.

Donc, de fait, et déjà à la veille de la guerre, la politique roumaine était orientée vers l'Entente. Elle se serait engagée même malgré l'opposition du feu roi Carol, resté personnellement attaché à la politique des puissances centrales, déjà dès le début de la guerre du côté de la Russie, si, à ce moment-là, la croyance en une victoire décisive allemande n'avait été générale.

Après la bataille de la Marne et la chute de Lemberg, quand les armées russes sont venues dans les Carpates, l'agitation interventionniste en Roumanie était arrivée à son maximum. Gouvernement et opposition russophile voulaient également la guerre. Et, tandis que l'opposition par une propagande systématique et bruyante contre laquelle ne s'élevaient que les socialistes, travaillait l'opinion publique ; avec le concours de la presse jaune, le gouvernement entamait des pourparlers et cherchait à se procurer les matériaux sanitaires et les munitions qui nous manquaient,

Pourtant la Roumanie n'est pas entrée en action. Tout d'abord elle n'a pas pu se procurer des munitions, l'Entente n'en avait pas suffisamment pour elle et ne pouvait pas en donner à la Roumanie. Les puissances centrales, suspectant déjà notre attitude, n'en donnaient pas non plus.

Un second motif pour le renvoi de notre intervention, c'était le refus de la Russie, à cette époque, de satisfaire les exigences territoriales de la Roumanie. Notre gouvernement demandait : tout le territoire entre les Carpates et Tisse, la plus grande partie de la Bucovine, y compris Cernautz et la plus grande partie du Banat. Au total un territoire de 127.000 km. carrés. Mais la Russie voulait Cernautz pour elle, la Russie voulait occuper aussi une partie de la Transylvanie du nord, peuplée par des Hongrois ; enfin elle voulait donner le Banat aux Serbes qui le réclamaient aussi. Le désir évident de la Russie était de descendre au sud des Carpates et de s'approcher de plus en plus de la future grande Serbie.

Mais je pense que les véritables motifs qui ont empêché les pourparlers d'aboutir à un traité formel d'intervention, c'est qu'à cette époque la Russie n'accordait qu'une importance secondaire au concours militaire de la Roumanie, qu'elle espérait encore attirer de son côté la Bulgarie et que l'objectif de la politique de l'Entente c'était avant tout de gagner l'adhésion de l'Italie.

L'intervention de cette dernière était considérée comme décisive. Elle devait amener, en quelque sorte, l'intervention automatique de la Roumanie. Il paraît que la diplomatie italienne a contribué beaucoup pour entretenir chez les puissances de l'Entente cette illusion. Consentez à mes exigences, aurait dit l'Italie à ses alliées d'aujourd'hui et je vous promets comme prime aussi l'intervention de la Roumanie. Elle viendra toute seule.

En tout cas, une chose est certaine. C'est que les conditions de l'entrée en action de l'Italie ont été un très grand désappointement chez nous. La presse officieuse était ironique, mais les hommes du gouvernement étaient furieux. On criait à la trahison. L'Italie n'a cherché, avec le crédit que lui donnait l'intimité de la Roumanie, que de profiter pour elle-même sans insister sur les revendications de la Roumanie.

Voilà comment la Roumanie n'est pas entrée en guerre en même temps que l'Italie.

Après la rupture du front russe à Dunaltz et Gorlice, la Russie s'empressait d'accorder tout ce que notre gouvernement lui demandait, mais à cette époque même les russophiles roumains les plus prononcés ne pouvaient pas approuver une entrée en action. Le danger était trop évident et trop grand.

Depuis cette époque, l'action des interventionnistes roumains est plutôt un bluff qu'une action poursuivant vraiment un but sérieux. Mais on se demande : est-il exclu que la Roumanie entre en guerre du côté de l'Allemagne contre la Russie ? La chose en elle-même n'est pas complètement exclue. Le fait que l'action à côté des Hongrois et des Allemands n'est pas populaire en Roumanie ne signifie pas grand-chose. On peut dire que la guerre en général est tout à fait impopulaire dans le pays et non seulement parmi les ouvriers, mais même parmi les bourgeois et qu'elle n'est demandée que par la bureaucratie, les officiers et les intellectuels. Ceci n'a pas empêché pourtant les russophiles roumains de présenter le peuple roumain comme profondément belliqueux et ententiste. Le roi et le gouvernement, si d'autres motifs ne les empêchaient pas, n'auraient pas eu de grandes difficultés pour imposer au pays une guerre à côté de l'Allemagne, comme a réussi à le faire le gouvernement bulgare tout en ayant contre lui des partis d'oppositions plus forts et plus populaires, allant jusqu'à provoquer l'émeute.

La guerre contre la Russie a été empêchée par d'autres motifs. Tout d'abord, il y a la crainte d'une revanche russe. Nous avons eu déjà la Bessarabie, après la guerre de la Crimée³, et la Russie nous l'a reprise vingt-cinq ans plus tard.

D'ailleurs, l'argument principal du parti russophile en Roumanie pour demander la guerre à côté de la Russie contre l'Autriche-Hongrie, ce n'est point parce que les Roumains de la Russie sont mieux traités que ceux de l'empire habsbourgeois – c'est le contraire qui est vrai – mais c'est pour cet autre motif (qui n'a rien de commun avec les prétendues sympathies des boyards roumains pour la démocratie (sic) française), qu'en cas de morcellement de l'Autriche-Hongrie, la Roumanie ne sera plus menacée d'une guerre de revanche au cas où elle aurait réussi à s'annexer la Transylvanie.

La Roumanie qui s'annexerait la Bessarabie, par une guerre, ressemblerait à un gosse qui, un jour, étant avec sa gouvernante et s'étant permis une impertinence envers un homme âgé, n'oserait plus sortir seul dans la rue. Pour tenir tête à la Russie, la Roumanie devrait purement et simplement s'incorporer à l'Allemagne et à l'Autriche. Un traité qui garantirait son intégrité ne suffirait pas, les traités ayant perdu toute valeur.

Mais il y a un autre motif qui expliquerait l'abstention de la Roumanie. C'est que l'Allemagne ne songeant plus à une offensive en Russie – et particulièrement en Bessarabie – la Roumanie a perdu, pour elle, son importance militaire.

Je ne pense pas probable non plus la possibilité d'une action à côté de la Russie au printemps.⁴ Ceci ne pourrait arriver que par un changement complet de la situation stratégique en Macédoine – changement qui est plus qu'hypothétique.

À mon avis, si nous considérons le déroulement des facteurs qui sont déterminants pour l'action de notre gouvernement, la Roumanie restera neutre. Mais ce serait trop audacieux de parler de cela comme d'une certitude. La logique, nécessaire pour les actions individuelles, semble manquer dans les décisions des gouvernements. Mais ce que je peux affirmer, c'est que le prolétariat socialiste fera son devoir et jusqu'au bout.

C. Racovski.

3 Il s'agit du conflit pour la domination du Proche-Orient ayant opposé de 1853 à 1856 la Russie à une coalition formée par la Grande-Bretagne, la France, la Turquie et la Sardaigne.

4 La Roumanie entra finalement en guerre comme alliée de l'Entente à la fin du mois d'août 1916.